

## Collectivités et NTIC

### INTERNET

En octobre dernier, CDC-Mercure, a commandé une étude à Opinion Way dans le but d'analyser les pratiques et les attentes d'informations des élus et cadres territoriaux des collectivités de l'espace européen. Selon les résultats de cette étude :

Utilisation d'Internet	Parlementaires	maires	Cadres territoriaux
. depuis 2 ans au moins	77 %	78%	50 %
. depuis 3 ans ou plus	23 %	22 %	50%
. tous les jours ou presque : raisons professionnelles	88%	66%	89%
- raisons person.	40%	29%	44 %
Achat de produits en ligne	15 %	8 %	18 %
Courrier électronique	98 %	94 %	99 %
Recherche d'informations	92 %	94 %	89 %
Internet comme moyen pour intéresser les citoyens à la politique	100 %	90 %	82 %
Favorable au vote en ligne (1)	43 %	51 %	61 %

La participation à des chats, news-groups ou forums est quasiment nulle.

(1) Alors que les citoyens internautes interrogés par Opinion Way lors d'une étude réalisée en octobre sont beaucoup plus favorables au vote en ligne (73 %).

(Source : La Lettre de l'Atelier, 14.02.2001)

Commentaire PROTEL : Les chiffres d'utilisation d'Internet sont nettement supérieurs à ceux que l'on trouve régulièrement dans les journaux. Ce pieu mensonge a le mérite de montrer que les élus sont conscients de ce qu'ils doivent répondre et qu'ils savent maintenant ce qu'ils ont à faire ...

### AUDIOVISUEL

Lionel Jospin a fait part de la préoccupation du gouvernement face au **piratage de la création numérique** au cours de son discours d'inauguration du Milia qui s'est déroulé à Cannes du 11 au 14 février. Les œuvres de l'esprit et les droits de leurs auteurs sont protégés dans les domaines de la musique, de la littérature ou du cinéma, il doit en être de même pour la création numérique. Le Premier ministre s'est félicité de la multiplication d'initiatives depuis quelques mois pour mettre en ligne de nouveaux contenus sur des bases respectant les droits de chacun, et notamment des auteurs. Il a rappelé que, depuis 1998, le gouvernement soutient les dispositifs techniques permettant de protéger les œuvres contre les copies illicites grâce notamment au Programme pour la Recherche et l'Innovation dans l'Audiovisuel et le Multimédia. Afin de limiter le piratage et de sensibiliser le grand public aux conséquences de cet acte illégal, le premier ministre a demandé au Comité national de lutte anti-contrefaçon de réfléchir à une campagne d'information sur le piratage, en collaboration avec le ministère de la Culture et de la Communication, celui de l'Education nationale et le secrétaire d'Etat à l'Industrie.

(Source : La Lettre de l'Atelier, 15.02.01)

Commentaire PROTEL : L'enjeu est d'importance et les difficultés gigantesques. Il n'existe pas aujourd'hui de système fiable de protection des œuvres numériques. En attendant, la sensibilisation des usagers à ce problème est probablement plus pertinent que les mesures de taxation destinées à compenser le manque à gagner lié au piratage (cf. taxe sur les supports enregistrables de Mme Tasca).

### VILLES CABLEES

L'AFORM (association Française des Opérateurs de Réseaux Multiservices) a lancé son site Internet

[http://iis8.domicile.fr/aform\\_asso/](http://iis8.domicile.fr/aform_asso/) à destination des professionnels et du grand public.

On y trouve une cartographie des villes françaises (1591 communes) disposant du câble et la liste (et le lien) des 22 opérateurs

concernés. (Source : *Observatoire des Télécoms*, 01.02.01)

Commentaire PROTEL : L'Aform (Association française des opérateurs de réseaux multiservices), créée au mois d'avril 2000, est le regroupement de deux associations historiques du câble : l'AFCO (Association Française des Câblo-Opérateurs) et l'ANOC (Association des Nouveaux Opérateurs Constructeurs de réseaux câblés).

## ☞ CULTURE

Désormais en ligne le Catalogue Collectif de France [www.ccf.fr.bnf.fr](http://www.ccf.fr.bnf.fr) regroupe le catalogue de la Bibliothèque Nationale de France, celui des bibliothèques universitaires et 55 bibliothèques municipales. Un service de fourniture de documents sur Internet devrait être bientôt proposer (demande de prêt, de reproduction ou la réservation d'un document). (Source : *Observatoire des Télécoms*, 15.02.01)

## ☞ SERVICES PUBLICS

. Un appel à projets a été lancé le 14 février 2001 par la Région Réunion pour la réalisation de **Cybercases** – lieux ouverts à tous pour accéder aux nouveaux médias – et des **Cyberbus** (dispositifs mobiles). Les dossiers constitués devront être déposés au plus tard le 30 avril pour instruction. Les projets retenus seront subventionnés à hauteur de 85 % (dans la limite de 300 000 francs) conjointement par l'Union Européenne et le Conseil Régional. Des documents explicatifs de l'appel à projet sont accessibles au public via le site web de PROTEL ([www.protel.fr/cybercase](http://www.protel.fr/cybercase)) ou celui de la Région Réunion ([www.region-reunion.com](http://www.region-reunion.com)). Les porteurs de projets Cybercases et Cyberbus peuvent demander leurs renseignements aux adresses suivantes : [cybercase@protel.fr](mailto:cybercase@protel.fr) et [cyberbus@protel.fr](mailto:cyberbus@protel.fr) (Protel, le 15 février 2001)

. De plus en plus, les **E-procédures** (ou téléprocédures) prennent place au sein de l'Administration, développant l'E-Administration, «libérant les villes, les communes rurales, les préfectures de la dictature du papier». L'E-procédure permet de réaliser par voie électronique des actes administratifs, «authentifiés» lorsqu'ils sont certifiés par la signature électronique (loi n°2000-230 du 13 mars 2000, «portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information relative à la signature électronique»). Des échanges dématérialisés peuvent être regroupés par « acteurs » :

. Mairie/citoyens : téléprocédures de gestion (réservation de gîtes communaux, gestion de l'eau,...), téléprocédures administratives (demande de certificat d'urbanisme, demande

de permis de construire...), le dialogue (enquêtes publiques, vote électronique,...)

. Mairie/entreprises : publications des marchés publics, déclarations administratives...

. Mairie/préfecture : transmission des délibérations, contrôle de légalité, courriers avec les services et suivi...

L'utilisateur pourra avoir accès non seulement par son ordinateur personnel mais également en se rendant dans des espaces publics tels que mairies, les points d'accès publics Internet (PAPI), les lieux de consultations citoyennes (LCC)... (Source : *Le journal de l'Observatoire*, janvier 2001)

Commentaire PROTEL : Lors de son passage à La Réunion, le 26 janvier, le premier Ministre a inauguré la Maison des services publics à Mafate (lieu accessible par hélicoptère et par des sentiers – prisé par les randonneurs). Cet espace va permettre aux habitants (isolés) d'être reliés aux administrations par une borne multimédia interactive (visiodialog). Trois autres espaces de ce type sont également en service dans les villes de Trois-Bassins, Cilaos et Salazie.

## ☞ MANIFESTATIONS

■ Organisées par le réseau IDEAL en partenariat avec la Lettre du Cadre Territorial "Collectivités on-line" - les 1ères Assises nationales du NET et des NTIC pour les collectivités se dérouleront les **mercredi 18 et jeudi 19 avril 2001 au Palais des Congrès Nice Acropolis**. Les conférences, ateliers et cours porteront sur les différents aspects de la révolution Internet dans l'organisation de la Collectivité, ses relations avec les citoyens, ses modes d'action, ainsi que des conférences plus généralement sur la société de l'information, la convergence voix-données, ... Ces Assises seront aussi l'occasion des 3<sup>èmes</sup> Rencontres des Internauteurs Territoriaux.

Pour plus d'information, consulter le programme complet sur [http://www.reseau-ideal.asso.fr/collecline/prog\\_col.htm](http://www.reseau-ideal.asso.fr/collecline/prog_col.htm)

■ "Vivre en réseau" aux 10èmes rencontres de l'Observatoire, pour tous ceux qui considèrent les NTIC comme un facteur important de développement le 31 mai 2001 - CNIT Paris La Défense.

Contact : Alain BUSSON

[mailto:observatoire@telecomville.org](mailto:mailto:observatoire@telecomville.org)